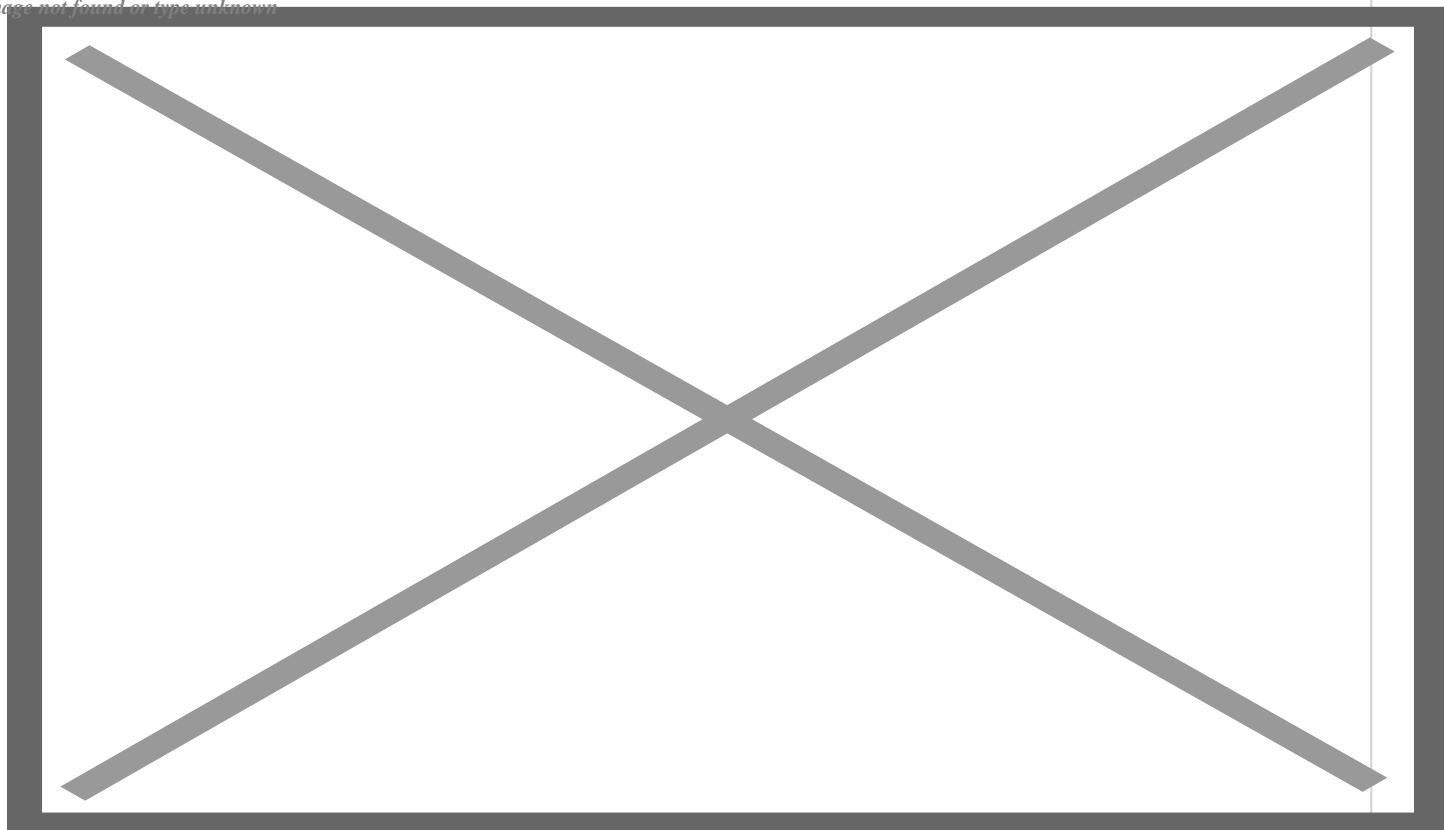


La tension sociale en Argentine ne faiblit pas

Image not found or type unknown



Continúan las protestas en Argentina

Par María Josefina Arce

Alors que le président Javier Milei se divertit lors d'une nouvelle réunion de l'extrême droite mondiale, qui se tient à Buenos Aires depuis deux jours, la tension sociale en Argentine ne faiblit pas.

Les citoyens continuent de descendre dans la rue et sont réprimés par les forces de police. Les manifestations s'inscrivent dans le cadre du rejet de la politique économique du président ultra-libéral, qui a entraîné la destruction d'emplois, une baisse des salaires réels et des pensions, ainsi qu'un manque de protection pour les secteurs les plus vulnérables.

Selon certaines informations, au moins 27 personnes, pour la plupart des personnes âgées, ont été blessées au cours des dernières heures lors d'une manifestation pacifique dans la capitale contre le veto

du président à une réforme des pensions, approuvée par le Congrès, qui augmentait les pensions de 8,1 %.

Les retraités ont subi une perte de 19,2 % de leur pouvoir d'achat depuis l'arrivée au pouvoir de Milei en décembre dernier. Mais les protestations couvrent tous les secteurs, étant donné la détérioration des conditions de vie d'une grande partie des Argentins et la situation critique à laquelle sont confrontés des secteurs essentiels tels que l'éducation et la santé en raison du déficit budgétaire.

Les universités publiques ont été le théâtre de manifestations et d'autres actions telles que la paralysie de leurs activités d'enseignement. La demande d'un salaire décent et d'une allocation budgétaire permettant le bon fonctionnement des centres d'enseignement supérieur.

Ces revendications ont conduit le Front syndical national des universités à organiser une grève de 24 heures et un rassemblement devant le Congrès jeudi. Les manifestants réclament l'approbation définitive par l'organe législatif de la loi sur le financement des universités.

Le projet de loi a déjà été approuvé par la Chambre des députés, mais le Sénat, qui a reporté son examen à la semaine prochaine, doit encore l'approuver.

La proposition stipule que le gouvernement doit mettre à jour les allocations budgétaires de janvier à décembre de cette année, ainsi que la recomposition des salaires des travailleurs enseignants et non enseignants.

Le gouvernement de Milei a déjà menacé d'opposer son veto au projet de loi s'il est adopté, comme il l'a fait pour le projet de loi sur les pensions. Leur prétexte est qu'ils ne seront pas d'accord avec une loi qui implique un déficit fiscal.

Pendant ce temps, les perspectives s'assombrissent pour la population, dont 55% vit dans la pauvreté et 17,9% dans l'extrême pauvreté, les chiffres les plus élevés en Argentine au cours des 20 dernières années. Mais Milei ne semble pas s'inquiéter, dans son discours à la réunion de l'extrême droite mondiale à Buenos Aires, il a réitéré que le budget pour 2025 continuera à être basé sur sa politique de déficit zéro.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/364825-la-tension-sociale-en-argentine-ne-faiblit-pas>



Radio Habana Cuba